

ligne de plus de 1.800 km. coûtant près de 200 millions, qu'il s'agit d'établir en pays élevé, froid, peu peuplé, mais néanmoins fertile, boisé et propre à être colonisé, surtout si on ne le ferme pas aux immigrants chinois.

JAPON. — En politique et en expansion mondiale, le Japon ne s'arrête pas. Il organise le royaume de *Corée* comme partie intégrante de son empire et y crée même un corps des mines ; il double son occupation militaire de *Mandchourie* par une occupation financière, au moyen de « bons militaires » ou papier-monnaie, qui, facile à négocier, est déjà préféré aux espèces sonnantes et à la monnaie chinoise.

Une convention sino-japonaise, signée le 11 janvier, confirme le transfert au Japon du bail de la péninsule de *Liao-Toung*, lequel expirera en 1923, — et celui du chemin de fer de Port-Arthur à Chang-Toung, qui sera rendu en même temps que les lignes du nord détenues par les Russes. — Les Japonais tiennent garnison à Niou-Tchouang, Moukden, Antoung, Girin et Chan-Toung, qu'ils devront évacuer en 1908... sauf imprévu.

L'île *Sakhaline*, autrefois *Terrakaï*, prend officiellement le nom japonais de *Karafuto*, signifiant « île des bouleaux », et la *Manche de Tartarie* devient le « détroit de Karafuto ». Il faudra sans doute quelque temps pour que l'usage de ces noms se généralise en Europe.

Fait peut-être plus grave encore : un état extraordinaire de surexcitation contre les Américains règne dans la presse japonaise. Cette campagne provient de différentes raisons ; les plus importantes sont : les protestations faites par les États-Unis contre le programme du Japon en Mandchourie ; — le meurtre des pêcheurs japonais par les Américains dans la mer de Béring ; — celui du président de la Banque japonaise à San Francisco ; — la politique d'exclusivisme pratiquée à Hawi, où les Nippons sont en majorité. Cette animosité a atteint son plus haut point lorsque les enfants japonais se sont vu refuser l'entrée des écoles communes de San Francisco, contrairement au traité de 1894.

Il est évident que le gouvernement du Mikado considère la situation comme très sérieuse ; il prend des mesures pour calmer les polémiques et pour éviter l'organisation des réunions